

# Camps, enlèvements, rééducation : la guerre invisible de la Russie contre les enfants ukrainiens

## Ukraine Revenus

des territoires occupés d'Ukraine, des adolescents racontent l'enlèvement, la propagande, la torture et la peur.

Reportage Virginie Nguyen Hoang  
Correspondante à Kiev

**V**aleria, 19 ans, avance d'un pas assuré devant un centre commercial du centre de Kiev, vêtue de noir, cheveux au vent. Sous cette allure confiante se cachent des mois d'enfer vécus sous occupation et propagande russes dans la région de Kherson. "Dès que les Russes ont occupé ma ville, il ne s'agissait plus de vivre, mais de survivre. Parfois, nous n'avions rien à manger. Quand les forces ukrainiennes ont commencé à libérer la région, j'ai été envoyée dans un camp en Crimée, avec une centaine d'autres enfants", raconte-t-elle.

Depuis 2022, des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens ont ainsi été arrachés à leurs foyers et transférés en Russie, ou dans des camps en Crimée. En mars 2023, le gouvernement ukrainien avait recensé 19 546 cas et, en juin 2025, le Conflict Observatory, rattaché à l'Université de Yale, estimait leur nombre à près de 35 000.

Selon de nombreux experts, ce chiffre s'inscrit dans une stratégie de russification systématique des enfants des territoires occupés. La Cour pénale internationale a d'ailleurs qualifié ces enlèvements de crimes de guerre et émis, le 17 mars 2023, des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, commissaire russe aux droits de l'enfant.

### Des discours glorifiant la Russie

Originaire de Nova Kakhovka, Valeria vivait chez ses grands-parents. À l'automne 2022, les autorités d'occupation les ont convoquées. "On leur a dit qu'avec d'autres enfants, je devais rejoindre ce camp pour deux semaines, soi-disant pour ma sécurité. J'y suis restée deux mois. Les parents de la ville signaient des autorisations sous la pression de l'administration des occupants."

Valeria décrit ce camp comme un ancien pensionnat délabré: chambres communes, toilettes collectives, gardes armés. Chaque matin, les enfants devaient chanter l'hymne russe devant le drapeau blanc, bleu, rouge. Les journées étaient rythmées par des activités et des cours de propagande. "Cela finissait toujours par des discours glorifiant la Russie et l'annexion de la Crimée. On disait aux plus jeunes que leurs parents ne voulaient plus d'eux. Certains comprenaient que tout cela était de la propagande. D'autres y croyaient, mais toute opposition était jugée hostile, il valait mieux se taire", raconte-t-elle.

Le réseau téléphonique étant quasi inexistant, il était presque impossible de joindre les familles, qui devaient venir sur place pour récupérer leur enfant.

Après deux mois, la grand-mère de Valeria a finalement réussi à la faire sortir, avant qu'elles ne trouvent refuge chez des amis à Henitchesk, ville occupée dans la région de Kherson. "Je me suis inscrite à des cours en ligne et j'ai préparé mes papiers pour partir. À 17 ans, j'ai traversé seule la frontière entre Belgorod et Soumy, c'était l'été 2023." À son arrivée, Valeria a été prise en charge par un centre de protection de l'enfance, et une bénévole de l'association Voices of Children devenue sa tutrice.

Elle suit désormais une thérapie. "Les premiers jours, on est heureux d'être libre, puis il faut réapprendre à vivre, à faire confiance, à ne plus avoir peur..." Aujourd'hui installée à Kiev, elle étudie pour devenir secouriste.

Comme elle, des milliers d'enfants subissent une "rééducation" ou sont confiés à des familles russes dans le cadre d'un programme d'adoption assorti d'un changement d'identité.

### Interrogatoire et torture

Face à cette urgence, des programmes de rapatriement, chapeautés par l'organisation Bring Kids Back UA, une initiative lancée en 2023 par la présidence ukrainienne, ont déjà permis à 1 694 enfants d'être ramenés en Ukraine. À leur retour, ils bénéficient d'un accompagnement médical, psychologique et social, notamment grâce à l'ONG Save Ukraine.

L'un d'eux, Sacha (prénom d'emprunt), 19 ans, est revenu des territoires occupés de Zaporijja le 24 août 2025. Il n'a pas connu les camps de rééducation, mais a subi la torture alors qu'il n'avait que 16 ans. Dès l'arrivée des troupes russes dans sa ville, Sacha s'est insurgé contre leur présence et leurs actes. Il a alors réuni huit amis partageant les mêmes convictions pour mener de petites actions de résistance, comme dérocher les drapeaux russes des bâtiments administratifs ou coller des tracts.

"Mais, le 3 mai 2022, la police collaborant avec les Russes nous a arrêtés." Après un premier interrogatoire, il se retrouve face au FSB, l'agence de sécurité russe. "Ils ont commencé à me frapper aux reins, aux côtes, parfois à la tête. Ensuite, ils m'ont forcé à les conduire jusqu'à notre lieu de réunion, une arme pointée sur la tempe", raconte Sacha. Ne trouvant rien, les agents l'ont ramené dans leur salle d'interrogatoire, l'ont allongé de force au sol et ont relié ses doigts à un câble électrique. "C'était très douloureux. Les décharges ont duré une dizaine de minutes, jusqu'à ce que je perde connaissance. Ensuite, ils m'ont jeté en cellule."

Pendant deux mois, il a subi de multiples violations du droit international humanitaire et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a été

*"Je pensais ne jamais sortir. Parfois, j'avais envie d'en finir."*

**Sacha**

Le jeune garçon raconte comment il a été torturé par des agents du FSB alors qu'il n'avait que 16 ans.